

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/THA/5

7 octobre 1996

(96-4059)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Questions des ETATS-UNIS concernant la nouvelle notification complète de la THAILANDE¹

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 septembre 1996.

Chapitre I Généralités

Prière de fournir des renseignements concernant les programmes ci-après ne figurant pas dans la notification de la Thaïlande, alors qu'ils pourraient relever des prescriptions en matière de notification du GATT de 1994 et/ou de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Si ces programmes figurent dans une autre partie de la notification de la Thaïlande, prière de le signaler. Dans la négative, prière de fournir des renseignements pertinents au regard des éléments requis dans le modèle de présentation des notifications, ou d'expliquer sur quelle base la Thaïlande a établi qu'aucun des programmes n'est visé par les prescriptions en matière de notification mentionnées ci-dessus:

1. Certificats de crédit d'impôt pour les exportations - En vertu de la Loi de 1981 sur la compensation des taxes et droits perçus sur les marchandises d'exportation produites dans le Royaume (Loi sur les taxes et droits), le gouvernement royal de Thaïlande délivre aux exportateurs des certificats de crédit d'impôt qui constituent une remise sur les taxes indirectes et les droits d'importation frappant les facteurs de production utilisés pour la fabrication de produits exportés. Les taux de dégrèvement sont calculés sur la base d'un tableau d'entrées-sorties de marchandises publié pour la première fois en 1980 sur la base de données de 1975 puis mis à jour en 1985 sur la base de données de 1980.
2. Crédits pré-expédition - Les crédits pré-expédition sont des prêts à court terme accordés pour les exportations avant ou après l'expédition. Les exportateurs s'adressent aux banques commerciales pour demander ces crédits et celles-ci présentent les demandes à la Banque de Thaïlande pour approbation. La Banque de Thaïlande rachète les billets à ordre des exportateurs solvables par l'intermédiaire des banques commerciales. Pour bénéficier du mécanisme de rachat, les billets à ordre doivent être garantis par des documents tels que des lettres de crédit, contrats de vente, bons de commande, factures à échéance ou récépissés d'entrepôt. La durée du crédit est de 180 jours au maximum et les intérêts doivent être versés à l'échéance du prêt.

¹G/SCM/N/3/THA.

3. Fonds de promotion du commerce international - Ce fonds sert à financer des activités de promotion des exportations telles que la recherche en matière de commercialisation et la participation à des foires commerciales.
4. Remise consentie aux exportateurs sur le coût de l'électricité
5. Rachat des effets d'industriels
6. Réescompte des effets d'industriels - La Banque de Thaïlande autorise le réescompte des billets à ordre à court terme provenant d'une activité industrielle. Le "Règlement régissant le réescompte des billets à ordre d'entreprises industrielles" de la Banque de Thaïlande permet aux banques commerciales de réescompter les billets à ordre à court terme pour des achats industriels. Les banques commerciales peuvent appliquer à leurs clients industriels un taux maximum de 7 pour cent par an, et le taux appliqué aux banques commerciales par la Banque de Thaïlande est de 5 pour cent par an.
7. Zones franches industrielles - En vertu de la Loi sur l'Office thaïlandais des sites industriels, les entreprises situées dans des zones franches industrielles et dans des sites industriels sont exemptées des droits d'importation et des taxes pour: 1) les machines utilisées pour la construction des locaux et l'exploitation; 2) les marchandises importées destinées à la fabrication des produits d'exportation; 3) les produits fabriqués pour l'exportation; et 4) les produits importés devant être réexportés.
8. Réduction de la taxe sur les transactions commerciales pour les producteurs de biens intermédiaires destinés aux industries d'exportation.
9. Mesures d'encouragement au titre de la Loi sur la promotion de l'investissement
 - A. Aide aux sociétés de commerce au titre de la Loi sur la promotion de l'investissement (article 16)
 - Exonération des taxes sur les transactions commerciales pour les fournisseurs
 - Exonération des taxes sur les transactions commerciales pour les sous-traitants
 - Droit aux crédits pré-expédition
 - Double déduction des revenus imposables pour les taxes payées par les succursales situées hors de la Thaïlande
 - Double déduction des revenus imposables pour les dépenses liées à la commercialisation à l'étranger
 - Autorisation d'ouvrir des comptes bancaires en devises
 - B. Autres mesures d'encouragement
 - Article 28, exonération des droits d'importation et des taxes sur les transactions commerciales sur les machines utilisées pour fabriquer des produits bénéficiant de mesures d'encouragement
 - Article 31, exonération de l'impôt sur le revenu

- Article 33, exonération de l'impôt sur la rémunération des actifs incorporels et les redevances
- Article 34, déduction fiscale supplémentaire pour les dividendes versés au titre d'activités bénéficiant de mesures d'encouragement
- Article 36 2), exonération des droits d'importation et des taxes sur les transactions commerciales pour les produits importés destinés à l'exportation
- Article 36 3), exonération des droits d'exportation et des taxes sur les transactions commerciales pour les produits fabriqués ou assemblés par des entreprises bénéficiant de mesures d'encouragement
- Article 36 4), déduction du revenu imposable d'un montant égal à 5 pour cent de l'augmentation, par rapport à l'année précédente, bénéfice provenant des exportations

Le Système d'incitations à l'investissement contenu dans la notification de la Thaïlande comprend-il toutes les dispositions citées ci-dessus au titre de la Loi sur la promotion de l'investissement?

10. Divers autres programmes du Conseil des investissements de la Thaïlande - comme par exemple, ingénierie, services d'essais et de formation, services de consultation et renseignements concernant les possibilités d'investissement, sous-traitance industrielle, rapprochement des investisseurs, promotion des investissements thaïlandais outre-mer, et conception et développement de logiciels.

11. Institut thaïlandais de recherche sur le développement - Recherches sur les politiques devant être diffusées dans les secteurs public et privé, dans les domaines suivants: ressources humaines et développement social, relations économiques internationales, politique macro-économique, ressources naturelles et environnement, développement des sciences et de la technologie et économie sectorielle.

12. Programmes de soutien à l'industrie gérés par le Département de la promotion des exportations comprenant: foires commerciales, publication d'un hebdomadaire d'information commerciale et du périodique "Exporter Review" et publicité pour les nouveaux produits.

13. Programmes mis en oeuvre au titre de la Loi de 1979 sur l'Office thaïlandais des sites industriels

Chapitre II Agriculture

A. Nous notons que la Thaïlande n'a pas mentionné ses programmes de soutien des prix du riz et de subventions à l'exportation. En ce qui concerne le soutien des prix, nous croyons savoir que la Thaïlande applique encore le programme de crédits hypothécaires pour le riz paddy dans le cadre duquel, en 1996, 836,80 bath par tonne métrique ont été octroyés pour couvrir les crédits à la production accordés aux agriculteurs, qui ont gagé 2,5 millions de tonnes métriques de paddy. Le gouvernement thaïlandais applique également plusieurs programmes d'achat du riz pour soutenir les prix, dont le montant s'élève à quelque 100 millions de dollars EU pour 1996. En ce qui concerne les subventions à l'exportation, le gouvernement a déclaré que le programme ne serait pas appliqué en 1996 en raison de la fermeté du cours du paddy, mais en 1995 une subvention de 10 dollars la tonne métrique a été versée pour encourager la vente à terme par le secteur privé. La Thaïlande pourrait-elle confirmer que tous ces mécanismes ayant pour effet d'abaisser les prix à l'exportation ont été définitivement supprimés?

B. La Thaïlande a notifié au titre du programme de crédits destinés à l'élevage et à l'aquaculture que la Banque de Thaïlande achète aux banques commerciales les billets à ordre émis par des propriétaires d'exploitation pour financer leurs coûts d'exploitation. La Thaïlande pourrait-elle fournir de plus amples renseignements sur ce programme et sur les conditions d'admission?

C. Prière de fournir des renseignements sur les programmes ci-après qui ne figuraient pas dans la notification de la Thaïlande, mais qui pourraient relever des prescriptions en matière de notification du GATT de 1994 et/ou de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Si ces programmes figurent dans une autre partie de la notification de la Thaïlande, prière de le signaler. Dans la négative, prière de fournir des renseignements pertinents au regard des éléments requis dans le modèle de présentation des notifications, ou d'expliquer sur quelle base la Thaïlande a établi qu'aucun de ces programmes n'est visé par les prescriptions en matière de notification mentionnées ci-dessus:

1. Organisation des entrepôts publics
2. Programme d'interventions sur le marché du Ministère de l'intérieur
3. Programme complémentaire pour la mise en oeuvre de la politique du gouvernement en matière de riziculture - Financement à des conditions préférentielles
4. Programmes de soutien et de stabilisation des prix - Ces programmes sont définis chaque année par le Comité de la politique et des mesures en faveur de la riziculture du gouvernement thaïlandais. Ce Comité est composé de représentants du Cabinet du Premier Ministre, du Ministère de la défense, du Ministère de l'agriculture et des coopératives, du Ministère du commerce et du Ministère de l'intérieur.
5. Organisation de commercialisation des agriculteurs - L'Organisation de commercialisation des agriculteurs agit sous la responsabilité du Ministère de l'agriculture et des coopératives. Elle administre deux programmes de soutien aux producteurs de riz paddy:
 - A. Programme de paiement en nature (PIK) - Dans le cadre de ce programme, le Ministère des finances accepte le riz paddy à titre de paiement des dettes contractées par les agriculteurs et les organisations d'agriculteurs pour l'achat d'engrais. Aux fins de cette transaction, la valeur fixée par tonne de riz peut atteindre au maximum 10 pour cent de plus que le prix pratiqué sur le marché intérieur. Le Ministère des finances revend généralement ce riz avec une marge de 100 baht la tonne.
 - B. Programme d'achat de riz paddy - Dans le cadre de ce programme, le Ministère des finances achète, aux mêmes conditions que celles fixées pour le programme de paiements en nature, des quantités de riz paddy supplémentaires aux agriculteurs et organisations d'agriculteurs qui ont réglé les dettes liées à l'achat d'engrais au moyen du programme de paiement en nature.
6. Prêts à court terme sans intérêt accordés à la Fédération des coopératives agricoles de Thaïlande dans le cadre du "projet de liaison" du Département de la promotion des coopératives du Ministère de l'agriculture et des coopératives.
7. Programme de crédits hypothécaires pour le riz paddy de la Banque de l'agriculture et des coopératives agricoles - La Banque de l'agriculture et des coopératives agricoles est une banque d'Etat qui offre des prêts à faible taux d'intérêt aux agriculteurs, aux associations d'agriculteurs et aux

coopératives admis à en bénéficier. Ces prêts sont accordés à des agriculteurs qui produisent différents produits agricoles dont le riz, le bétail et la volaille, les cultures arborescentes et arbustives, le manioc, le maïs, les produits de la pêche et d'autres produits, mais la Banque de l'agriculture et des coopératives agricoles propose dans le cadre de ce programme des crédits "spéciaux" à taux d'intérêt faible aux producteurs de riz, à l'appui des mesures appliquées par le gouvernement pour soutenir et stabiliser le prix du riz paddy. Ces crédits doivent permettre aux agriculteurs de ne pas vendre le riz paddy au début de la saison de récolte, lorsque les prix sont bas, et de vendre plus tard au cours lorsque les prix sont plus favorables.

8. Programme d'achat de la seconde récolte de riz paddy de la Banque de l'agriculture et des coopératives agricoles - Pour renforcer les effets de stabilisation des prix du programme de crédits hypothécaires pour le riz paddy, la Banque de l'agriculture et des coopératives agricoles a mis en oeuvre un programme d'achat de la seconde récolte. Ce programme consiste à acheter la seconde récolte de riz paddy aux agriculteurs lorsque les prix sont faibles (au moment de la récolte) pour stabiliser les prix sur l'année. Ces achats sont payés au-dessus du cours du marché, la prime étant fixée au niveau des provinces par un comité désigné par le gouverneur.

9. Projet de soutien du prix du riz paddy et programme de financement compensatoire pour les rizières - Ce programme d'intervention, mis en oeuvre par le Ministère de l'intérieur, exige que les négociants en riz et les rizières achètent le riz aux petits producteurs ou aux producteurs à faible revenu à un prix supérieur de 10 pour cent au prix du marché au coeur de la saison de récolte. Le Ministère de l'intérieur alloue des fonds aux gouverneurs des provinces qui accordent des crédits sans intérêt aux négociants en riz et aux rizières participant à ce programme.

10. Projet d'achat de produits agricoles de la Banque de Thaïlande - En vertu de règlements de la Banque de Thaïlande appliqués depuis le 11 novembre 1988, les banques commerciales peuvent accorder des prêts à court terme représentant jusqu'à 100 pour cent du montant d'un billet à ordre émis par les négociants en riz et les rizières et garanti par le riz paddy entreposé. La banque commerciale escompte ensuite 50 pour cent de la valeur faciale du billet à ordre auprès de la Banque de Thaïlande. La banque commerciale peut appliquer à l'emprunteur un taux de 10 pour cent au maximum; le capital et les intérêts sont dus à 90 jours ou jusqu'à trois jours après la vente du paddy, si celle-ci intervient avant 90 jours. Si l'emprunt n'est pas remboursé à l'échéance ou si d'autres conditions ne sont pas respectées, la Banque de Thaïlande perçoit un intérêt de pénalisation sur 50 pour cent de la valeur faciale du billet à ordre pour la durée de l'emprunt. Cette pénalité est répercutée sur l'emprunteur par la banque commerciale.

11. Prêts aux associations d'agriculteurs du Département de la vulgarisation agricole - Le Département de la vulgarisation agricole fournit une grande variété de services de vulgarisation à tous les secteurs de l'agriculture, mais il propose en outre un programme spécial de prêts à court terme sans intérêt aux associations d'agriculteurs pour leur permettre d'acheter le riz paddy au moment de la récolte, lorsque les prix sont bas, puis de l'entreposer et de le vendre lorsque les prix augmentent.

12. Achat de riz blanchi par le Département du commerce extérieur